

Lyon

Ils auscultent les maux des jeunes migrants sans droits

Depuis janvier, le Secours populaire du Rhône et des médecins retraités bénévoles ont créé une consultation mensuelle destinée à détecter les pathologies chez des migrants non accompagnés qui n'ont pas été reconnus mineurs à leur arrivée à Lyon. Auprès de ces jeunes âgés pour la plupart de 15 à 17 ans, ils font face à des histoires et des situations très dures.

Tous affichent un large sourire en arrivant en haut de l'escalier. S'ils connaissent ces locaux de la Fédération du Secours Populaire du Rhône où ils suivent des cours, ces jeunes migrants non accompagnés viennent ce matin pour une consultation de dépistage. « L'éducation et la santé, ce sont les deux seules choses qui marchent ! », lâche le Dr Serge Duperret, l'un des médecins retraités bénévoles à l'origine de cette consultation, créée en janvier, pour ces jeunes non reconnus mineurs à leur arrivée à Lyon et, dès lors, privés de droits.

Assis côte à côte en silence

Au sein d'un espace encombré, transformé en cabinet médical de fortune, quelques grands costauds peinent à se frayer un chemin jusqu'à la toise et la balance avant que Malon, trentenaire ivoirienne bénévole au Secours populaire, ne prenne leur tension.

Avec leur look « stylé » et leurs coupes de cheveux sophistiquées, ils ressemblent à tous les lycéens de leur âge. Si ce n'est le silence. Assis côte à côte, ces migrants, âgés en moyenne de 15 à 17 ans, venus en grande majorité d'Afrique subsaharienne, bavardent peu entre eux, même s'ils sont presque tous francophones. « Pas un ne raconte à l'autre son histoire », constate le Dr Nicole Smolski. Pourtant, derrière un paravent offrant un brin d'intimité, ils répondent sans détour à cette retraitée des Hospices Civils de Lyon (HCL). Mais, à la première question, les sourires disparaissent. Chacun déroule alors le récit de sa jeune vie de souffrances.

Frappés par un beau-père ou une 2^e épouse

Elle commence au sein de familles déstructurées. Si Amadou ⁽¹⁾ voit flou d'un œil, c'est à cause d'une cataracte traumatique provoquée par les coups de son beau-père. Perclus de douleurs dans tout le bras droit jusqu'à l'épaule, Aka ⁽²⁾ agite vivement la main pour confirmer que la dizaine de cicatrices sur son dos provient de coups (de fouet ou de baguette) donnés dans une « école coranique » où a été placé cet orphelin de père. Regard baissé, mâchoire cris-

pée, il se frotte les mains, fait craquer ses doigts. « Comme il ne parle pas français, il est gêné », explique un autre migrant assurant au pied levé la traduction français/soussou. Aka ne peut pas non plus lire les lettres du test ophtalmologique. « Dans ces écoles, les enfants n'apprennent ni à lire ni à écrire », précise Nicole Smolski.

Un jour, pour les soustraire à ces violences, dans l'espoir qu'ils fassent des études ou échappent à un mariage forcé pour les filles, un oncle, une tante, leur mère les a emmenés. Au décès du père d'Issa ⁽³⁾, c'est sa première épouse qui « a tout eu ». Alors la mère d'Issa a décidé de l'envoyer en Europe pour qu'il continue à étudier.

« Beaucoup arrivent à Lyon parce qu'il y a l'OL »

Lui, ses cicatrices dans le dos, il les doit « au foot, parce qu'il n'y a pas de gazon ! », raconte-t-il fièrement. « Beaucoup arrivent à Lyon parce qu'il y a l'OL », souligne le Dr Smolski. Parfois, ils ont suivi « un grand, comme Moussa ⁽⁴⁾, qui vivait « dans la rue » pour échapper aux coups de sa belle-mère. Celui-ci l'a « protégé » comme si c'était son « petit frère » avant de disparaître une fois arrivés à Lyon.

« Quand on leur demande si leur maman leur manque, ils s'effondrent en pleurs »

La mère de Mel ⁽⁵⁾ l'a « mis sur le bateau » en Tunisie où elle a été hospitalisée. Depuis, il est sans nouvelle. « Souvent, quand on leur demande si leur maman leur manque, ils s'effondrent en pleurs », remarque le Dr Duper-

ret.

Avant de s'achever par une séparation, la route de l'exil a, elle aussi, été semée de violences à l'origine de traumatismes psychiques. « Les filles ont presque toutes été violées », glissent les médecins. Sur les 60-70 jeunes vus à chaque consultation, 5-6 sont adressés à une équipe mobile en santé mentale.

Derrière son paravent, le Dr Gilbert Souweine, lui, en est déjà à son 4^e « souffle au cœur » ce matin ! « C'est peut-être une myocardiopathie », avance le Dr Duperret venu écouter à son tour le cœur malade. L'anesthésiste-réanimateur a demandé au Secours populaire de leur financer un échographe (3 000 €). En cas de suspicion de pathologies graves, les retraités s'appuient sur leur réseau de copains spécialistes en exercice.

Des pathologies vues dans la France d'après-guerre

C'est comme cela que deux valvulopathies ont été confirmées et qu'un cancer des testicules a été écarté. Les deux malades cardiaques ont alors pu être pris en charge par les HCL. « Ce sont des pathologies dues à des infections non traitées, que l'on voyait dans la France d'après-guerre et chez les Maghrébins dans les années 1970 », souligne le Dr Duperret.

Mais, après avoir vu 452 jeunes migrants en sept mois, les médecins voudraient en finir avec le système D ⁽⁶⁾. « Notre rôle est de tirer la sonnette d'alarme. Il devrait y avoir un accès aux soins dès leur accueil », estime le Dr Duperret.

En juin, le Comité des droits de l'enfant de l'ONU a demandé à l'État français de prendre, d'ici ce 25 juillet, des mesures pour respecter le principe de présomption de minorité et d'intérêt supérieur de ces jeunes migrants non accompagnés dans les procédures d'évaluation de l'âge et dans leur prise en charge.

● Reportage : Sylvie Montaron

(1) Tous les prénoms sont des prénoms d'emprunt



452 mineurs isolés vus en sept mois

Tout a commencé lors du 1^{er} confinement, quand Nicole Smolski et son époux Serge Duperret, deux médecins retraités des Hospices civils de Lyon, ont assuré la surveillance sanitaire des migrants installés au collège Maurice-Scève à la Croix-Rousse. Puis, des mineurs non accompagnés (MNA) sont arrivés en nombre. Le couple de médecins a alors participé à la vaccination contre le Covid organisée par le Comité Départemental d'Hygiène Sociale (CDHS) pour les migrants sans papiers ne pouvant être vaccinés dans les centres classiques. « Nous avons vacciné entre 500 et 600 MNA », se souvient le Dr Sophie Barabotti, médecin coordonnateur des centres du CDHS.

Les médecins, le CDHS, l'Agence régionale de santé (ARS) et le Secours populaire ont alors réfléchi au suivi sanitaire des jeunes « déboutés de leur minorité » sans droits ni papiers. C'est ainsi qu'est née, en janvier 2023, la consultation mensuelle de dépistage dans les locaux du Secours Populaire, rue Victor-Lagrange (Lyon 7^e). Depuis, 452 jeunes migrants ont été vus en sept mois et la consultation est désormais assurée par trois médecins, une infirmière, des bénévoles de l'Association de lutte contre le sida, une équipe de santé mentale de la Fondation OVE, etc.

Grâce aux tests de dépistage rapide réalisés par l'ALS pour le VIH, les hépatites B et C, seuls les MNA positifs sont désormais orientés vers les Cegid (centres gratuits de dépistage des infections sexuellement transmissibles). Ce mercredi 5 juillet, sur les 31 patients testés, 5 étaient positifs à l'hépatite B, aucun à l'hépatite C ou au VIH. Un dentiste bénévole est aussi souvent présent car un jeune sur 2 souffre de problèmes dentaires. « Ils ne se lavent les dents que le matin et certains mettent jusqu'à 15 sucres dans un café ! », constate Nicole Smolski. D'autres n'ont plus de dents, parce qu'ils se sont fait « démolir le portrait » en Libye.

Le Dr Serge Duperret estime que 40 % des jeunes vus à la consultation souffrent d'une infection tuberculeuse latente dont 5 % ont potentiellement développé l'infection.

Chaque jeune a un référent à l'AMIE (Accueil Mineurs Isolés et Étrangers) qui se charge d'organiser les rendez-vous médicaux notamment pour les vaccinations. À la consultation, les médecins rassurent ceux qui craignent les piqûres... mais « quand on leur dit, "si vous ne faites pas ces vaccins, vous ne serez pas accueillis à l'école", automatiquement ils veulent un rendez-vous », sourit Malon, bénévole qui accueille les jeunes migrants au Secours Populaire.

Et si les problèmes d'addiction restent rares, les médecins ne terminent jamais sans cette mise en garde : « Surtout, n'accepte jamais de drogue ! Si tu es pris avec de la drogue sur toi lors d'un contrôle, c'est direct le retour au pays ! »



Le Secours populaire organise une fois par mois au dépôt fédération du Rhône à Lyon des consultations médicales pour les mineurs isolés. Photo Norbert Grisay